

LES DISCUSSIONS AVEC LE GOUVERNEMENT  
DES É.-U. QUANT À L'ÉCHANGE DE RES-  
SOURCES ÉNERGÉTIQUES

**M. T. C. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire. Vu la déclaration faite hier à Montréal par le secrétaire au Travail, M. Shultz des États-Unis, puis-je demander au ministre si des discussions ont lieu entre le gouvernement du Canada et celui des États-Unis au sujet de l'échange de ressources énergétiques et, si oui, qui dirige ces discussions au nom du gouvernement canadien?

**L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Pour l'instant, je ne pense pas que des négociations particulières se poursuivent là-dessus, à l'exception des pourparlers permanents entre les représentants des États-Unis et le personnel de notre ambassade à Washington.

**M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles):** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Si j'ai bien saisi la réponse du ministre, toutes les négociations en cours seraient menées par le truchement de notre ambassade à Washington. Le ministre pourrait-il indiquer à la Chambre quelles directives le gouvernement a communiquées à notre ambassade en vue de ces négociations?

**L'hon. M. Greene:** Monsieur l'Orateur, dans les grandes lignes, ces directives sont conformes à ce que j'ai exposé. Pour ce qui est du pétrole, il est de l'intérêt réciproque des États-Unis et du Canada que le marché américain soit ouvert au pétrole canadien, et les restrictions actuelles ne bénéficient à aucun des deux pays, ainsi que nous l'avons déclaré sans ambages lorsque le président des États-Unis les a décrétées. Si j'ai bien lu dans les journaux les déclarations faites hier par le secrétaire américain, M. Shultz—et pour autant que celles-ci reflètent la position de Washington—il semblerait que le point de vue canadien ait maintenant été clairement exposé.

**M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles):** Monsieur l'Orateur, puis-je demander au ministre si les entretiens qui se poursuivent entre notre ambassade à Washington et le gouvernement des États-Unis portent uniquement sur l'achat de pétrole ou sur d'autres produits également?

**L'hon. M. Greene:** Monsieur l'Orateur, comme on l'a mentionné, il n'y a aucune discussion particulière sur aucun autre produit.

[L'hon. M. Greene.]

Il se peut que des entretiens préliminaires aient présentement lieu. Il est sûr qu'aucune autorité canadienne n'est actuellement chargée de négocier un échange d'énergie ou une vente d'énergie dans aucun autre domaine.

[Plus tard]

## LA SOUVERAINETÉ

### L'ARCTIQUE—LA RÉACTION DES ÉTATS-UNIS À LA POLITIQUE DU CANADA

**M. Paul St. Pierre (Coast Chilcotin):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question complémentaire que j'aimerais adresser au premier ministre. Le gouvernement des États-Unis a-t-il réagi officiellement à la politique audacieuse, originale et tant attendue qu'on a annoncée hier à la Chambre à l'égard de l'Arctique?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Non, monsieur l'Orateur. Je n'ai eu connaissance d'aucune réaction officielle de la part des États-Unis. Je crois que le secrétaire McCloskey a fait une déclaration aux journaux, mais je n'ai pas son texte.

**M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord):** Puis-je poser une question complémentaire inspirée par celle du député qui m'a précédé. Ce point m'a été signalé juste avant mon arrivée à la Chambre et je crois qu'il est très grave. Je m'adresse au premier ministre. Il y a une déclaration du Département d'État américain. J'aimerais savoir si ce pays a refusé de reconnaître les droits du Canada quant à sa souveraineté sur les eaux arctiques et sur le passage du Nord-Ouest? Est-ce vrai?

**Le très hon. M. Trudeau:** Monsieur l'Orateur, je ne puis que répéter la réponse à la question précédente concernant notre politique audacieuse et originale...

**Des voix:** Bravo!

**Le très hon. M. Trudeau:** ...c'est-à-dire que j'ai en main un communiqué de la *Presse canadienne* citant de brefs extraits de la déclaration du porte-parole du Département d'État, M. Robert McCloskey. Je n'y relève aucun démenti de l'essentiel des propos du député. Le discours est peut-être plus élaboré mais je n'en ai pas le texte.

**M. Woolliams:** Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question supplémentaire? Dois-je conclure de la déclaration du premier ministre qu'il n'a pas été avisé officiellement de cette attitude du gouvernement des États-Unis? Puis-je demander au premier